

Délibération du bureau communautaire n°BC-2026-013

Le vingt et un septembre deux mille vingt-six, à dix-huit heures, le bureau communautaire de la communauté de communes Normandie-Cabourg-Pays d'Auge, composé de 17 membres en exercice, dûment convoqués le quinze septembre deux mille vingt-six, s'est tenu sous la présidence de Sophie GAUGAIN.

Etaient présents (12) : Mmes et MM. Sophie GAUGAIN, Denis LELOUP, Emmanuel PORCQ, Olivier COLIN, Harold LAFAY, Bertrand CICHETTI, Gilbert LE GUEN, Christophe CLIQUET, Yoan MORLOT, Alexandre BOUILLON, Pierre MOURARET, Joël MOREL-LEFEVRE, Stéphane MOULIN, Xavier MADELAINE, Géry PICODOT ;

Absent ayant donné pouvoir (1) : Mme Denise DAVOUST à M. Stéphane MOULIN,

Absents excusé (1) : M. Jean Luc ADELAIDE

Présents ou représentés :	16
Votants :	16
Pour :	16
Contre :	0
Abstentions :	0

Objet : Avis de Normandie Cabourg Pays d'Auge sur le dossier d'évaluation environnementale du projet d'extension et de restructuration de la Maison de la Nature et de l'Estuaire à Sallenelles

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29 et L.5211-1,

Vu le courrier du maire de Sallenelles sollicitant l'avis de la communauté de communes Normandie Cabourg Pays d'Auge en date du 30 juillet 2026 dans le cadre de l'évaluation environnementale du projet de restructuration et d'extension de la Maison de la Nature et de l'Estuaire à Sallenelles, objet du permis de construire n°014 665 260002,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R.122-7 concernant la consultation des collectivités concernées par un projet soumis à évaluation environnementale,

Vu les pièces du dossier de demande d'autorisation environnementale pour le projet d'extension et de restructuration de la Maison de la Nature et de l'Estuaire à Sallenelles,

Considérant qu'un projet d'une telle envergure aura un impact sur l'environnement et que le code de l'environnement (articles L. 181-1 et suivants) fixe à ce propos les modalités pratiques de rédaction des pièces justificatives et de l'obligation de définir des mesures d'évitement, de réduction, de compensation ou de suivi,

Considérant que le projet contribue à la diversification de l'offre touristique du territoire en proposant une expérience complémentaire aux activités balnéaires et de loisirs littoraux, confortant ainsi la situation stratégique de l'estuaire de l'Orne comme haut lieu de diversité environnementale et du développement du territoire associant tourisme, mobilités, patrimoine, gestion des risques et visibilité de la communauté de communes,

Considérant que la modernisation de l'équipement contribuera à améliorer les conditions d'accueil du public et de manière plus générale, à l'attractivité du secteur géographique comme de tout le territoire de Normandie Cabourg Pays d'Auge pour ses résidents,

Considérant que le dossier d'évaluation environnementale du projet de restructuration et d'extension de la Maison de la Nature et de l'Estuaire à Sallenelles répond aux obligations légales,

Considérant toutefois les délibérations des deux communes membres de Sallenelles et d'Amfreville, lesquelles étaient consultées pour le même avis et ayant exprimé un avis défavorable assorti des réserves suivantes :

- la nécessité d'une intégration paysagère beaucoup plus ambitieuse et démontrée à l'échelle du grand paysage,
- La demande d'une nouvelle réflexion architecturale et paysagère du projet,
- la vulnérabilité environnementale et hydraulique du site,

Accusé de réception en préfecture
014-200065563-20260925-DELBC-2026-013-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026

- les conséquences prévisibles du changement climatique, de l'élévation du niveau marin, de l'évolution des marées, de la remontée des nappes et des phénomènes de submersion et d'inondation,
- les orientations et enseignements des démarches d'adaptation du littoral et de l'estuaire, notamment ADAPTO,
- les enjeux liés aux zones humides, à la biodiversité et au fonctionnement écologique de l'estuaire,
- la nécessité d'une architecture plus respectueuse de la topographie, des paysages et des caractéristiques patrimoniales du site,
- les conséquences de l'inscription récente des Plages du Débarquement, Normandie, 1944 au patrimoine mondial de l'UNESCO et l'appartenance de Sallenelles à la zone tampon du bien,
- la sensibilité exceptionnelle du paysage de la baie de l'Orne et les perceptions du projet depuis les points hauts d'Amfreville,

Le bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

Article 1 : de prendre acte du dossier d'évaluation environnementale tel qu'adressé dans le cadre de la consultation de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe).

Article 2 : de prendre acte des avis défavorables exprimés par les communes membres de Sallenelles et d'Amfreville.

Article 3 : de solliciter expressément, compte tenu des enjeux, une réunion de travail et de présentation précise de ce dossier sous ses aspects environnementaux et architecturaux pour l'ensemble des acteurs concernés.

À Dives-sur-Mer, le

21 SEP. 2026

La Présidente,



[Signature]
Sophie GAUGAIN

Madame la Présidente certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte. La présente délibération, est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité, d'un recours gracieux auprès de la Présidente de la communauté de communes Normandie Cabourg Pays d'Auge ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Caen. Le Tribunal administratif peut-être saisi par voie électronique via l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

Accusé de réception en préfecture
014-200065563-20260925-DELBC-2026-013-DE
Date de télétransmission : 25/09/2026
Date de réception préfecture : 25/09/2026